

La lettre de crédit standby



La lettre de crédit standby

1 Définition générale

C'est un engagement irrévocable de paiement à vue ou à terme, limité dans le temps, pris par la banque du donneur d'ordre, en faveur du bénéficiaire contre présentation des documents destinés à accréditer la défaillance du donneur d'ordre dans le cadre d'une obligation contractuelle.

La lettre de crédit standby est un technique "duale". Elle peut être émise:

- À la demande de la l'acheteur pour couvrir le paiement de la transaction. On parle alors de "L/C standby commerciale" ou de "L/C standby de paiement"
- À la demande du vendeur pour couvrir la bonne exécution du contrat. On parle alors de "L/C standby d'indemnisation" ou de "standby - garantie de marché"

Outre les 2 grands types d'utilisations évoquées ci-dessus, la L/C standby peut également être utilisée dans des situations diverses et variées. Nous allons citer quelques exemples d'utilisation. Ainsi la standby est couramment utilisée dans les situations suivantes qui ne relèvent pas d'un contrat commercial classique (liste non exhaustive) :

- Pour garantir le remboursement d'une dette financière
- Pour garantir le remboursement d'une émission obligataire
- Pour garantir la solvabilité d'un investisseur
- Pour garantir le paiement d'un loyer
- Pour garantir le paiement d'un salaire ou d'honoraires
- Pour couvrir des opérations de réassurance ou de fusion acquisition d'entreprises
- Pour garantir le paiement d'une condamnation contre sursis à exécution

D'une manière générale, c'est une technique de protection du bénéficiaire en cas de défaillance du donneur qui, en principe, est destinée à ne pas être utilisée. La L/C sera uniquement mise en jeu en cas de défaillance du donneur d'ordre.

C'est une procédure autonome, indépendante du contrat de base où la seule obligation du banquier consiste à vérifier la conformité des documents sans avoir à vérifier si la défaillance du donneur d'ordre est effective.

2 La L/C standby commerciale

La L/C standby commerciale est une technique destinée à protéger le vendeur en cas de non-paiement de l'acheteur. Le fonctionnement de la standby commerciale repose sur les 4 acteurs classiques du crédit documentaire (donneur d'ordre, bénéficiaire, émetteur, notificateur). Elle peut être également "confirmée" et sa réalisation s'effectue selon les mêmes modes que le crédit documentaire.

La L/C standby commerciale sera mise en jeu par le vendeur en cas de non-paiement partiel ou total de l'acheteur. Le paiement du vendeur intervient alors, en général, à vue contre présentation des documents prévus dans la garantie :

- Attestation du vendeur indiquant la défaillance de paiement de l'acheteur
- Copie de la facture commerciale impayée
- Copie du document qui "prouve" l'exécution du contrat (B/L, certificat de réception provisoire...)

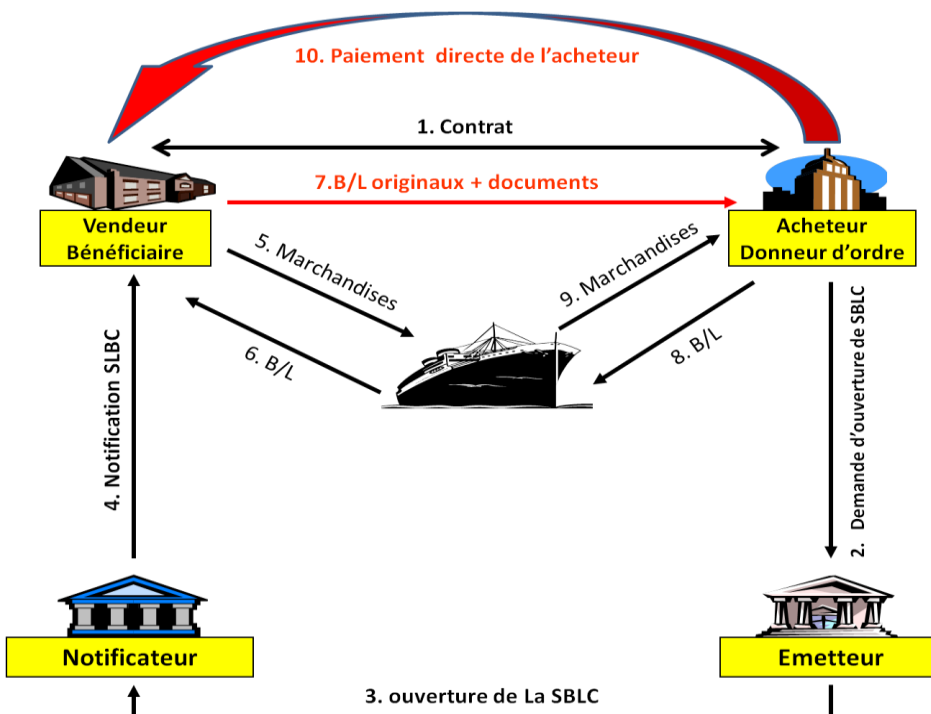
Selon les cas, la L/C standby commerciale est soumise aux UCP 600 ou aux ISP 98. Les L/C standby émises en Amérique du Nord sont mises en place sous ISP 98 alors que les standby émises en Europe occidentale sont ouvertes, en général, sous UCP 600.

2.1 Le mécanisme de la L/C standby commerciale

Comme nous l'avons déjà vu, l'émission de la L/C standby commerciale peut être effectuée « *directement* » ou par l'intermédiaire d'un « *notificateur* ».

En cas d'émission directe, c'est-à-dire sans utiliser les services d'un notificateur, la L/C standby sera logée aux caisses du banquier émetteur. Ce qui veut dire que le vendeur-bénéficiaire devra présenter ses documents conformes à la banque émettrice dans les délais requis. D'autre part, une émission directe de la standby présente l'inconvénient que le bénéficiaire ne dispose pas d'une entité notificatrice pouvant authentifier le message et la signature de l'émetteur.

En cas d'émission via un banquier notificateur (cas le plus fréquent), la standby sera la plupart du temps logée aux caisses de ce dernier et sera émise, en général, sous la forme d'un SWIFT MT 760 ou MT 700. Le schéma ci-dessous illustre les différentes étapes de la procédure jusqu'au paiement par l'acheteur :



Le terme de « notificateur » a été utilisé, à la place de « banque notificatrice », simplement pour exprimer le fait que l'entité qui va notifier la L/C standby (SBLC) peut ne pas être un établissement bancaire même si cela est le cas la plupart du temps.

Il est tout à fait clair que la procédure utilisée est tout à fait similaire à celle du crédit documentaire fonctionnant comme une courroie de transmission entre les différents acteurs : l'acheteur-donneur d'ordre, l'émetteur, le notificateur et le vendeur-bénéficiaire. Les notions de personne désignée et de banque de remboursement sont également tout à fait applicables à la L/C standby commerciale. Il y a cependant une grande différence avec le crédit documentaire classique, dans la mesure où la L/C standby sera mise en jeu uniquement en cas de défaillance de l'acheteur. Autrement dit, dans la grande majorité des cas, la L/C standby ne sera pas mise en jeu, contrairement au crédit documentaire qui sera systématiquement mis en jeu.

Exemple de standby commerciale :

27 : Sequence of Total

1 / 1

40A : Form of Documentary Credit

IRREVOCABLE STANDBY

20 : Documentary Credit Number

SB42370203

31C : Date of Issue

070815

40E : Applicable Rules

UCPURR LATEST VERSION

31D : Date and Place of Expiry

071114 UNITED KINGDOM

50 : Applicant

DAMAS ENTERTAINMENT LTD
LOT 19 - 2 MEDAN SETIA SATU
PLAZA DAMANSARA, BUKIT DAMANSARA
50490 KUALA LUMPUR, MALAYSIA

59 : Beneficiary

CLOWN STATION DIRECT LTD
MERROW BUSINESS CENTRE

GUILDFORD SURREY GU8 9WA
UNITED KINGDOM

32B : Currency Code; Amount

GBP 190,151.00

41D : Available With...By...

H.S.B.C LONDON

BY PAYMENT

45A : Descr of Goods / Services

MULTIMEDIA PRESENTATION SYSTEMS AS PER PROFORMA
INVOICE NO 097/07 DATED 20TH JANUARY 2007

46A : Documents Required

- 1) COPY OF UNPAID COMMERCIAL INVOICE(S)
- 2) BENEFICIARY CERTIFICATE IN THE FOLLOWING TERMS: "WE HEREBY CERTIFY THAT WE HAVE DULY PERFORMED ALL OUR OBLIGATIONS CONCERNING THE SALE AND DESPATCH OF THE GOODS AS PER INVOICE NO.....AND THAT WE HAVE NOT RECEIVED THE CORRESPONDING PAYMENT OF.....GBP FROM OUR CLIENT"
- 3) COPY OF THE CLEAN AIR WAYBILL

71B : Charges

ALL CHARGES OUTSIDE MALAYSIA ARE FOR ACCOUNT OF
BENEFICIARY

49 : Confirmation Instruction

WITHOUT

78 : Instruction to Pay / acpt / nego Bank

+ALL DOCS TO BE AIR COURIERED IN ONE LOT TO ISSUING BANK,
ZEALOT BANK LTD, NO 47 & 49 JALAN BAHAGIA, TAMAN TUN DR
ISMAIL, 60000 KUALA LUMPUR, MALAYSIA

+UPON RECEIPT OF DOCS IN STRICT COMPLIANCE WITH THE
TERMS AND CONDITIONS OF THIS CREDIT, WE SHALL REMIT
PROCEEDS AS PER YOUR DISPOSAL INSTRUCTION

2.2 Avantages et inconvénients de la L/C standby commerciale

Pour l'exportateur

Avantages	Inconvénients
Garantie de paiement à 100 % (contrairement à l'assurance crédit qui ne rembourse pas la totalité de la créance)	Non opérationnelle avec tous les pays
Garantie de paiement adaptée aux flux commerciaux réguliers (opérations revolving)	Perte de contrôle de la marchandise
Rapidité dans la circulation des documents originaux	Plus de difficultés pour obtenir un financement export (pas de garantie de réception de fonds aux caisses du banquier)
Plus de souplesse	Nécessité de rassurer le client du fait des risques accrus pour ce dernier (Inspection avant expédition...)
Un formalisme moins rigoureux	
Gestion documentaire et administration des ventes simplifiées	
Risque d'irrégularités faible (peu de documents à présenter)	
Coût réduit appliqué à l'encours et non au CA comme pour l'assurance crédit	
Seule la fraude permet de s'opposer au paiement	

Pour l'importateur

Avantages	Inconvénients
Plus de souplesse pour modifier les commandes	Pas opérationnelle partout
Réception de la marchandise plus rapide (dès l'arrivée à destination)	Risque plus grand que certains aspects du contrat ne soient pas respectés
Coût réduit	Risque d'abus ou de fraude du vendeur accrus

3 La pratique de la L/C standby par pays

La standby n'est pas opérationnelle partout, très utilisée sur certaines zones et notamment en Amérique du Nord (USA, Canada), son utilisation est impossible dans certains pays. Le lecteur trouvera ci-dessous la liste des pays où la pratique de la standby est courante ou possible et ceux où la pratique de la standby est rare ou quasiment impossible.

Pays où la pratique de la standby est courante :

Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Corée du Sud, Croatie, Danemark, États-Unis, Finlande, Guatemala, Guyane française, Honduras, Inde (si moins de 100 000 USD), Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Mexique, Myanmar, Nicaragua, Nigeria (off shore), Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Ste-Lucie, Tanzanie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay.

Pays où la pratique de la standby est possible :

Arabie Saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Botswana, Brésil, Brunei, Bulgarie, Cameroun, Chine (de plus en plus difficile), Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, Estonie, France, Gabon, Ghana, Grèce, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Lettonie, Madagascar, Malte, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pays-Bas, Pologne, Qatar, République tchèque, Roumanie, Russie (off shore), Seychelles, Slovaquie, Suède, Suisse, Taïwan, Ukraine, Venezuela, Vietnam.

Pays où la pratique de la standby est rare :

Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, Équateur, Gambie, Géorgie, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Liban, Libye, Lituanie, Népal, Niger, Ouganda, Pakistan (usage qui commence à se développer), Portugal, Sénégal, Slovaquie, Sri Lanka, Syrie.

Pays n'émettant pas de standby :

Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Corée du Nord, Costa Rica, Éthiopie, Haïti, Irak, Iran, Mali, Mongolie, Palestine, Rwanda, Somalie, Soudan, Suriname, Tchad, Togo, Turkménistan, Yémen, Zimbabwe.